

Réunion du Parlement en congrès

Ali Bongo s'engage à quitter le pouvoir pour « préserver la paix »

Par Mihindou
Bissielou

Pour comprendre le message du chef de l'exécutif mardi devant le Parlement réuni en congrès, il faut procéder par élimination, en biffant dans son intervention ce qu'il n'aurait pas dû dire parce que soit ce n'était pas le lieu, soit ce n'était pas le moment. Vu que l'opinion n'a de cesse de reprocher à Ali Bongo de recevoir les députés et sénateurs du PDG au palais présidentiel, se livrant ainsi à un mélange des genres anachronique en confondant ce lieu censé être neutre au siège du PDG, comme à l'époque du parti-Etat, il a résolu de s'adresser à eux au sein du Parlement. Erreur ! Bien qu'ils y soient ultra-majoritaires, le Parlement n'est pas composé de pédégistes (décidément le prétendu rénovateur a du mal à sortir du parti unique !). Conclusion : le chef de l'exécutif n'a pas à aller dresser son bilan, du reste calamiteux, devant tous les parlementaires, avec l'arrière-pensée de leur enjoindre d'aller battre campagne sur cet argument. Entre autres, Paul Mba Abessole (candidat à la présidentielle) et

Ali Bongo lors de
son discours



Albertine Maganga Moussavou (épouse d'un candidat) ne se sont pas sentis concernés par cette communication, de surcroît d'un niveau stylistique médiocre pour ces titulaires de doctorats ès lettres. Sans oublier les députés PDG qui ont désavoué le distingué camarade depuis longtemps, mais qui attendent le bon moment pour prendre ouvertement leurs distances.

Après s'y être farouchement opposé des années durant, multipliant les ruses, par exemple en ressuscitant le Conseil national de la démocratie (CND) au moyen d'une ordonnance, le chef de l'exécutif s'est enfin dit favorable à une concertation portant notamment sur la réforme des institutions. « Mais après les élections. » Alors que

l'idée de sa candidature à la présidentielle du 27 août fait courir des risques énormes au pays, Ali Bongo se comporte comme s'il avait déjà remporté le scrutin. Ce n'était donc pas le moment de soulever un tel sujet.

Que reste-t-il alors de son monologue ? Son « engagement à préserver la paix héritée des prédécesseurs ». Devant les représentants du peuple, Ali Bongo a promis de tenir cet engagement « avec détermination ». Comment faire ? Il n'en a pas dit mot, de peur d'affoler les siens qui échafaudent les stratégies devant leur permettre de siphonner les finances publiques les sept prochaines

années.

Conscient que son obstination à se présenter la prochaine présidentielle, malgré la forfaiture de 2009 et les révélations qui pleuvent sur ses origines non gabonaises, provoque une tension dans le pays, au point que la communauté internationale ne cache plus son inquiétude, Ali Bongo a résolu, seul à seul, de ne pas être la source de l'embrassement d'un pays qui lui a tout donné (l'hospitalité, les richesses matérielles et financières et une petite visibilité à l'international) et qui a tant donné à la famille dont il se réclame. Après le rejet par la Commission électorale nationale autonome et permanente

(Cenap), mais surtout la Cour constitutionnelle, de sa candidature, il sera tout disposé à organiser les élections les plus crédibles au Gabon depuis le retour au multipartisme, en 1990, à l'issue de la conférence nationale. Ali Bongo sait qu'il peut ainsi sortir par la grande porte et obtenir l'absolution par les Gabonais de tous les péchés qu'il a commis à leur détriment.

Ceux qui prêtent au chef de l'exécutif un caractère de va-t'en-guerre ont vu dans son « engagement à préserver la paix avec détermination » des menaces à l'endroit de ceux qui l'empêcheraient de conserver le pouvoir. Que non ! Il a enfin consenti à prendre en compte les renseignements sur son extrême impopularité, en dépit des bains de foule et des cérémonies traditionnelles de bénédiction organisés par ses flagorneurs. Le chef suprême des armées est également informé des profondes divisions au sein des troupes. Les récentes opérations de distribution des grades et les mesures « alimentaires » irréalistes du ministre de la Défense nationale, Mathias Otounga Ossibadjou, n'ont pas réussi à dissiper l'amertume des longues années de brimade des petits soldats, obligés de

vivre d'expédients, dont le racket des automobilistes. Même la Garde républicaine n'est plus docile. De plus, le scénario burkinabé, où l'armée présidentielle et les autres forces de défense sont prêtes à en découdre, n'est plus exclu au Gabon. Ali Bongo ne l'ignore pas du tout. Le vainqueur désigné de la présidentielle de 2009 sait que le vote des hommes de troupes n'a jamais été favorable au régime.

A la différence de son passage en septembre 2012 devant le Parlement réuni en congrès, le chef de l'exécutif, après avoir louvoyé, a délivré un message républicain relevant de « l'idée profonde » qu'il se fait du Gabon. La fois précédente, dans un mouvement de lâcheté, il avait sommé les parlementaires de légiférer sur la xénophobie, qui n'existe d'ailleurs pas dans notre pays, où les communautés allogènes vivent en parfaite harmonie avec les autochtones. En témoignent les nombreux mariages mixtes qui ont depuis influencé l'anthroponymie locale. Si xénophobie il y avait, l'exécutif aurait dû lui-même légiférer en soumettant un projet de loi. Ou en pondant une ordonnance, comme Ali Bongo en a la boulimie.